

N° 2554.

---

## ALLEMAGNE ET ROUMANIE

Arrangement commercial provisoire,  
signé à Bucarest, le 18 juin 1930,  
et échange de notes prorogeant  
ledit arrangement, Bucarest, les  
29 janvier 1931 et 21 février 1931.

---

## GERMANY AND ROUMANIA

Provisional Commercial Agreement,  
signed at Bucharest, June 18, 1930,  
and Exchange of Notes prorogating  
this Agreement, Bucharest, January  
29, 1931, and February 21, 1931.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

TEXTE ROUMAIN. — ROUMANIAN TEXT.

N<sup>o</sup> 2554. — VORLÄUFIGES HANDELSABKOMMEN<sup>1</sup> ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DEM KÖNIGREICH RUMÄNIEN GEZEICHNET IN BUKAREST, AM 18. JUNI 1930.

N<sup>o</sup> 2554. — ARANJAMENT<sup>1</sup> COMERCIAL PROVIZORIU INTRE REGATUL ROMÂNIEI ȘI REICHUL GERMAN.

*Textes officiels allemand, roumain et français communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 6 décembre 1930.*

*German, Roumanian and French official texts communicated by the German Consul-General at Geneva and the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place December 6, 1930.*

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT und SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON RUMÄNIEN, von dem Wunsche beseelt, die Handelsbeziehungen zwischen ihren Ländern zu fördern und den bisher zwischen ihnen bestehenden Zustand der tatsächlichen Behandlung als meistbegünstigte Nationen in vertraglich gesichertes Recht zu verwandeln, haben beschlossen, zu diesem Zwecke ein vorläufiges Handelsabkommen abzuschliessen, und haben als ihre Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

den Ministerialdirektor im Reichswirtschaftsministerium Herrn Dr. Hans POSSE ;

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON RUMÄNIEN :

das Mitglied der Rumänischen Akademie und Präsident des Obersten Rates für die Organisation und Verwaltung der öffentlichen Unternehmungen und Vermögen Herrn Dr. Grigore ANTIPA,

MAJESTATEA SA REGELE ROMÂNIEI și PREȘEDINTELE REICHULUI GERMAN, animați de dorința de a desvoltă raporturile comerciale între țările lor și de a transformă starea de fapt existentă până astăzi între ele, a tratamentului națiunii celei mai favorizate, într'o stare de drept asigurată prin convențiune, au hotărît să încheie în acest scop un Aranjament comercial provizoriu, și au numit ca plenipotențari :

MAJESTATEA SA REGELE ROMÂNIEI PE

Domnul Dr. Grigore ANTIPA, Membru al Academiei Române, Președintele Consiliului Superior al Organizării și Administrării Intreprinderilor și Avuțiilor Publice ;

PREȘEDINTELE REICHULUI GERMAN PE

Domnul Dr. Hans POSSE, Director Ministerial în Ministerul Economiei Naționale,

<sup>1</sup> L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 14 juillet 1930.

<sup>1</sup> The exchange of ratifications took place at Berlin, July 14, 1930.

Tagen gekündigt werden. Jedoch wird die Geltungsdauer des Abkommens den 28. Februar 1931 nicht überschreiten.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen gezeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen zu Bukarest in doppelter Urschrift am 18. Juni 1930.

POSSE.

Dr. Gr. ANTIPA.

Pour copie conforme :

*Le Ministre des Affaires étrangères,*

D. J. Ghika.

de 30 zile. Totuși, durata acestui Aranjament nu va depăși data de 28 Fevruarie 1931.

Drept care Plenipotențiarii respectivi au semnat prezentul Aranjament și l'au prevăzut cu sigiliile lor.

Făcut în dublu original, în București, la 18 Iunie 1930.

Dr. Gr. ANTIPA.

Dr HANS POSSE.

### ÉCHANGE DE NOTES <sup>1</sup>

RELATIF A LA PROROGATION DE L'ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE DU 18 JUIN 1930.

*Communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations et le consul général d'Allemagne à Genève, le 26 mai 1931.*

*Communicated by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations and the German Consul-General at Geneva, May 26, 1931.*

DEUTSCHE GESANDSCHAFT  
BUCAREST.

BUCAREST, le 29 janvier 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Les négociations relatives à la conclusion d'un Traité de commerce germano-roumain actuellement pendantes d'après toute probabilité ne seront pas terminées jusqu'au 28 février 1931, date à laquelle expire l'Accord germano-roumain provisoire du 18 juin 1930. Pour éviter l'état d'une situation sans accord, d'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence la convention suivante :

« La durée de la validité de l'Accord provisoire de commerce entre l'Allemagne et le Royaume de Roumanie en date du 18 juin 1930 est prolongée dans le sens que l'accord pourra être dénoncé en tout temps sous préavis de 30 jours. Cette convention sera ratifiée et entrera en vigueur avec l'échange des documents de ratification, qui aura lieu à Bucarest. »

Le Gouvernement du Reich considérerait la convention susmentionnée comme conclue si Votre Excellence m'adressait une lettre approuvant cette proposition.

En priant Votre Excellence de bien vouloir m'honorer aussitôt que possible d'une réponse à ce sujet, je profite de cette occasion pour vous présenter, Monsieur le Président du Conseil, les assurances de ma plus haute considération.

KIRCHHOLTES.

A Son Excellence  
le Président du Conseil des Ministres,  
Monsieur G. G. Mironesco,  
En Ville.

<sup>1</sup> L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 2 avril 1931.

<sup>1</sup> The exchange of ratifications took place at Bucharest, April 2, 1931.

MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BUCAREST, le 21 février 1931.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à votre lettre, en date du 29 janvier 1931, concernant la proposition du Gouvernement allemand de prolonger la validité de l'Arrangement provisoire de commerce entre la Roumanie et l'Allemagne, expirant le 28 février 1931, j'ai l'honneur de vous communiquer l'accord du Gouvernement royal sur la proposition suivante :

« La durée de la validité de l'Accord provisoire de commerce entre l'Allemagne et la Roumanie, en date du 18 juin 1930, est prolongée dans le sens que l'accord pourra être dénoncé en tout temps sous préavis de 30 jours. »

Cette convention sera ratifiée et entrera en vigueur avec l'échange des documents de ratification, qui aura lieu à Bucarest.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma haute considération.

Président du Conseil,  
Ministre des Affaires étrangères,  
G. G. MIRONESCO.

Monsieur le Dr Kirchholtes,  
Conseiller de Légation, Chargé d'Affaires d'Allemagne,  
Bucarest.

<sup>1</sup> TRADUCTION.

N<sup>o</sup> 2554. — ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LE ROYAUME DE ROUMANIE. SIGNÉ A BUCAREST, LE 18 JUIN 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, animés du désir de développer les relations commerciales entre leurs pays et de transformer l'état de fait, existant jusqu'ici entre eux, du traitement de la nation la plus favorisée, en un état de droit, garanti par une convention, ont décidé de conclure à cet effet un arrangement commercial

<sup>1</sup> Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

<sup>1</sup> TRANSLATION.

No. 2554. — PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE KINGDOM OF ROUMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, JUNE 18, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, desirous of promoting commercial relations between their countries and of transforming the *de facto* situation hitherto existing between them in respect of most-favoured-nation treatment into a *de jure* situation guaranteed by treaty, have decided for that purpose to conclude

<sup>1</sup> Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

provisoire et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Le D<sup>r</sup> Grigore ANTIPA, membre de l'Académie roumaine, président du Conseil supérieur de l'Organisation et de l'Administration des Entreprises et des Biens publics ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le D<sup>r</sup> Hans POSSE, directeur ministériel au Ministère de l'Économie nationale ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

*Article premier.*

Les ressortissants, les sociétés commerciales, industrielles et financières, les compagnies d'assurance, de communications et de transports et, d'une manière générale, toutes les entreprises ayant la personnalité juridique, de chacune des Parties contractantes, jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, tant pour leur personne que pour leurs biens, droits et intérêts, du traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'accès, le séjour, l'établissement, l'exercice d'un commerce, d'une industrie ou de tout autre activité professionnelle, l'acquisition et la propriété de biens mobiliers et immobiliers dans le cadre de la constitution, ainsi qu'en ce qui concerne les contributions (impôts, droits de douane, taxes et autres charges analogues), à la condition d'observer les lois du pays.

Les produits naturels et fabriqués de chacune des Parties contractantes jouiront également, sur le territoire de l'autre Partie, du traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'importation, l'exportation, l'entreposage, la réexportation, le transit et, d'une manière générale, les opérations commerciales ; il en sera de même pour les navires, en ce qui concerne toutes les mesures relatives à la navigation dans les eaux et les ports de l'autre Partie contractante.

En conséquence, chacune des Parties contractantes s'engage à faire bénéficier l'autre Partie, immédiatement et sans compensation, de toute concession ou réduction de droits de

a provisional commercial agreement and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

Dr. Grigore ANTIPA, Member of the Roumanian Academy, President of the Supreme Council for the Organisation and Management of Public Undertakings and Property ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Hans POSSE, Ministerial Director at the Ministry of National Economy ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

*Article I.*

Nationals and commercial, industrial, financial and insurance companies, communications and transport undertakings, and in general all legally-incorporated undertakings of either of the Contracting Parties, shall enjoy in the territory of the other Party in respect of their persons and their property, rights and interests, most-favoured-nation treatment as regards admission, residence establishment, the conduct of trade and industry or any other professional activity, the acquisition and ownership of movable and immovable property so far as allowed by the constitution, and in respect of taxation (taxes and Customs duties, charges and other similar burdens), provided always that they comply with the legislation of the country.

The products of the soil and industry of either Contracting Party shall likewise enjoy most-favoured-nation treatment in the territory of the other Party so far as concerns import and export, warehousing, re-export, transit and, in general, as regards all commercial operations ; the same shall apply to shipping so far as concerns all measures concerning navigation in the waters and ports of the other Party.

In consequence, each Contracting Party undertakes immediately to extend to the other Party, without compensation, any concession or other reduction of Customs duties which it

douane qu'elle aura déjà accordées ou qu'elle accordera à l'avenir à n'importe quelle tierce Puissance.

has already granted or may hereafter grant to any third Power.

*Article 2.*

Le droit au traitement de la nation la plus favorisée se rapporte également au montant, à la garantie et à la perception des droits de douane et autres taxes, ainsi qu'aux formalités douanières et à leur application, à la procédure et aux conditions de paiement des droits de douane et autres taxes, à la classification des marchandises, à l'application du tarif douanier et à la procédure d'analyse des marchandises.

*Article 2.*

The right to most-favoured-nation treatment shall also apply to the amount of, security required for, and levying of Customs duties and other taxes and to Customs formalities and their application, to the procedure and conditions laid down for the payment of Customs duties and other taxes, to the classification of goods, to the application of the Customs tariff and to the procedure for the analysis of goods.

*Article 3.*

Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver les échanges entre les deux pays par aucune prohibition d'importation ou d'exportation.

Des exceptions pourront être faites dans les cas suivants pour autant qu'elles seront applicables à tous les Etats ou aux Etats se trouvant dans des conditions similaires :

*a)* Pour des considérations de sécurité publique ;

*b)* Pour des considérations d'hygiène publique ou en vue d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies et les parasites, ainsi que la protection des plantes contre la dégénérescence et la disparition de l'espèce ;

*c)* Pour les armes, munitions et matériel de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, pour tous approvisionnements de guerre ;

*d)* Pour les marchandises qui, sur le territoire de l'une des Parties contractantes font ou feront l'objet d'un monopole d'Etat, ainsi que pour étendre aux marchandises étrangères toutes les prohibitions ou restrictions qui sont ou pourront être imposées par la législation interne, sur la production, le commerce, le transport ou la consommation des marchandises nationales similaires, à l'intérieur du pays ;

*e)* Pour la protection du patrimoine artistique, historique ou archéologique de la nation ;

*f)* Pour les prohibitions ou restrictions sur l'or, l'argent, la monnaie, les billets de banque et les titres.

*Article 3.*

The Contracting Parties undertake not to impede traffic between their territories by any import or export prohibitions.

Exceptions may, however, be made to this rule — provided that they are applicable to all States or to States in which similar conditions prevail — in the following cases :

*(a)* On grounds of public safety ;

*(b)* On grounds of public health or for the purpose of ensuring the protection of animals or plants from diseases or parasites and the protection of plants from degeneration and extinction ;

*(c)* In respect of arms, ammunition and implements of war, and, in exceptional circumstances, also in respect of other war material ;

*(d)* In respect of goods which constitute or may hereafter constitute a State monopoly in the territory of one of the Contracting Parties, and for the purpose of extending to foreign goods all other prohibitions or restrictions which are or may hereafter be imposed by internal legislation upon the production of, trade in, transport or consumption of similar national goods in the interior of the country ;

*(e)* For the protection of the artistic, historical or archaeological heritage of the nation ;

*(f)* In respect of prohibitions or restrictions concerning gold, silver, specie, paper money and securities.

Les prohibitions d'importation et d'exportation actuellement en vigueur dans les deux pays ne sont pas affectées par les dispositions ci-dessus ; elles seront notifiées par chacune des Parties contractantes à l'autre et resteront en vigueur pour l'autre Partie aussi longtemps qu'elles seront appliquées à tous les autres pays.

Dès et aussi longtemps que la Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation, signée à Genève le 8 novembre 1927, et l'Accord complémentaire à ladite convention, en date du 11 juin 1928, ainsi que le Protocole signé le 20 décembre 1929 à Paris, seront applicables aux deux Parties contractantes, les dispositions de l'article 3 seront considérées comme nulles et non avenues.

#### Article 4.

Dans la mesure où elles concernent l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée, les dispositions du présent arrangement ne seront pas applicables :

*a)* Aux avantages particuliers qui ont été ou qui seront accordés par l'une des Parties contractantes à des Etats limitrophes, en vue de faciliter le trafic de frontière dans une zone ne dépassant pas, en général, 15 kilomètres de part et d'autre de la frontière ;

*b)* Aux obligations qui ont été ou qui seront contractées par l'une des Parties contractantes en vertu d'une union douanière ;

*c)* Aux avantages que l'une des Parties contractantes accorde, par voie de convention, à un autre Etat pour équilibrer l'imposition fiscale intérieure et l'imposition fiscale étrangère et, notamment, pour éviter une double imposition, ou pour assurer le bénéfice des garanties légales et la coopération des administrations judiciaires dans les affaires d'impôts ou de poursuites pour infractions aux lois fiscales.

*d)* Aux avantages qui sont accordés par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance en vertu de conventions plurilatérales d'importance générale, ouvertes à l'adhésion de tous les pays et conclues après le premier mars 1930, sous les auspices de la Société des Nations, à moins que l'autre Partie contractante n'accorde, elle aussi, les mêmes avantages.

The import and export prohibitions at present in force in the two countries shall not be affected by the above provisions. The two Contracting Parties shall notify them to each other, and they shall remain in force in respect of the other Party so long as they are in force in respect of all other countries.

As soon as and as long as the International Convention for the abolition of import and export prohibitions and restrictions, signed at Geneva on November 8, 1927, and the supplementary Agreement to the said Convention, dated June 11, 1928, and the Protocol, signed in Paris on December 20, 1929, are applicable to the two Contracting Parties, the provisions of Article 3 shall be deemed null and void.

#### Article 4.

So far as the provisions of the present Agreement concern the reciprocal concession of most-favoured-nation treatment, they shall not be applicable to :

*(a)* Special privileges which are or may hereafter be granted by one of the Contracting Parties to adjoining States to facilitate frontier traffic in a zone not as a rule exceeding 15 kilometres on either side of the frontier ;

*(b)* Obligations which may have been or may hereafter be assumed by one of the Contracting Parties in virtue of a Customs union ;

*(c)* Privileges granted by one of the Contracting Parties to a third State by a convention for the adjustment of taxation at home and abroad, and more especially for the prevention of double taxation, or for the purpose of providing legal safeguards and judicial assistance in matters of taxation or in criminal cases connected with taxation ;

*(d)* Privileges granted by one of the Contracting Parties to a third Power exclusively under multilateral conventions of general import which are open for accession to all countries and which are concluded subsequent to March 1, 1930, under the auspices of the League of Nations, unless the other Contracting Party also grants the same privileges.

## Article 5.

Le présent arrangement, établi en double original, en allemand et en roumain, les deux textes faisant foi, sera ratifié et entrera en vigueur le jour qui suivra l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu, au plus tard, le 9 juillet 1930, à Berlin.

Il pourra être dénoncé à partir du premier décembre 1930, à n'importe quel moment, moyennant préavis de trente jours. Toutefois, la durée du présent arrangement ne dépassera pas la date du 28 février 1931.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double original à Bucarest, le 18 juin 1930.

Dr. Gr. ANTIPA.

Dr Hans POSSE.

## Article 5.

The present Agreement, which is drawn up in duplicate in German and in Roumanian, both texts being authentic, shall be ratified and shall come into force on the day after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at latest on July 9, 1930, at Berlin.

It may be denounced on or at any time after December 1, 1930, at thirty days' notice. In any case, the present Agreement shall not remain in force after February 28, 1931.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Bucharest, June 18, 1930.

Dr. Gr. ANTIPA.

Dr. Hans POSSE.

---

<sup>1</sup> TRADUCTION. — TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES

RENEWING THE PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT OF JUNE 18, 1930.

GERMAN LEGATION,  
BUCHAREST.

YOUR EXCELLENCY,

BUCHAREST, *January 29, 1931.*

The negotiations with a view to the conclusion of a German-Roumanian Commercial Treaty at present in progress will in all probability not be terminated by February 28, 1931, on which date the Provisional German-Roumanian Agreement of June 18, 1930, expires. In order to avoid our being in the position of having no Agreement, I have the honour, acting on instructions from my Government, to propose to Your Excellency the following arrangement :

“ The duration of the validity of the Provisional Commercial Agreement between German and the Kingdom of Roumania dated June 18, 1930, shall be extended, it being understood that the Agreement may be denounced at any time provided that thirty days' notice is given. This arrangement shall be ratified and shall come into force on the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Bucharest. ”

---

<sup>1</sup> Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

---

<sup>1</sup> Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.



The Government of the Reich would regard the above-mentioned arrangement as being duly concluded if Your Excellency would send me a letter approving this proposal.

Requesting Your Excellency to honour me as soon as possible with a reply on this subject, I am, etc.

KIRCHHOLTES.

To His Excellency  
Monsieur G. G. Mironesco,  
Prime Minister,  
Bucharest.

MINISTRY  
OF FOREIGN AFFAIRS.

BUCHAREST, *February 21, 1931.*

SIR,

In reply to your letter dated January 29, 1931, relating to the German Government's proposal to extend the validity of the Provisional Commercial Agreement between Roumania and Germany which expires on February 28, 1931, I have the honour to inform you that the Royal Government agrees to the following proposal:

“ The duration of the validity of the Provisional Commercial Agreement between Germany and Roumania dated June 18, 1930, shall be extended, it being understood that the Agreement may be denounced at any time provided that thirty days' notice is given.

This arrangement shall be ratified and shall come into force on the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Bucharest.”

I am, etc.

G. G. MIRONESCO,  
*Prime Minister,*  
*Minister for Foreign Affairs.*

Monsieur Kirchholtes,  
Councillor of Legation, German Chargé d'Affaires,  
Bucharest.